

Burundi/Attaque contre trois camps militaires Douze assaillants tués

AFP

Nairobi/Kenya

Il s'agit des combats les plus intenses dans le pays depuis le coup d'Etat raté.

AU moins 12 assaillants ont été tués lors d'une attaque coordonnée hier à l'aube contre deux camps militaires de Bujumbura et un en province qui a été repoussée après plusieurs heures d'affrontements, les plus intenses au Burundi depuis la tentative de coup militaire déjouée en mai. Le porte-parole de l'armée burundaise, le colonel Gaspard Baratuza a fait état d'un "bilan provisoire" de "12 tués (et) 21 capturés" chez les assaillants et "cinq blessés" dans les rangs de l'armée. Mais un haut gradé de l'armée a affirmé à l'AFP que les combats avaient occasionné "des pertes des deux côtés". Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a de son côté indiqué ne pas pouvoir se déplacer dans l'immédiat dans Bujumbura pour des raisons de sécurité. Des assaillants ont simultanément attaqué vers 04h00 (03h00 au Gabon) le camp Ngagara, situé à moins d'un kilomètre de l'Assemblée nationale dans le nord de Bujumbura, et l'Iscaam (Institut supérieur des cadres militaires, l'école des officiers burun-

dais), situé dans le quartier de Musaga au sud, dans un périmètre regroupant aussi le "camp Base" d'une brigade logistique et le camp Muha qui abrite deux bataillons de combat. Parallèlement le camp de la 120e Brigade à Mujujuru, à une quarantaine de kilomètres à l'est de la capitale, a également été attaqué, selon le colonel Baratuza. Les assaillants avaient "l'intention de pénétrer dans les camps pour se procurer des armes et des munitions", a-t-il indiqué. Les assaillants étaient "lourdement armés" et ont été repoussés après plus de deux heures de combats, a expliqué le haut gradé. De nombreux rive-rains des camps contactés par l'AFP ont fait état de combats particulièrement violents, marqués par des explosions et des tirs nourris d'armes automatiques. Des échanges de tirs sporadiques continuaient d'être signalés en milieu d'après-midi dans divers quartiers de la capitale, quadrillée par l'armée et où des opérations de "ratissage" se poursuivaient. Il n'était pas possible de déterminer si ces tirs étaient dus à la poursuite des affrontements entre assaillants en fuite et militaires, ou au harcèlement des forces de sécurité par des habitants insurgés. Les ponts qui séparent la capitale en trois grandes zones "sont sous contrôle



Photo - AFP

Outre les 12 tués, plusieurs assaillants, 21 selon le porte-parole de l'armée burundaise, ont été faits prisonniers à la suite de l'attaque hier contre trois camps militaires.

de l'armée, qui y a disposé des blindés, et aucun mouvement d'un quartier à un autre n'est autorisé", a expliqué le haut gradé de l'armée. Selon des témoignages, la police a procédé depuis hier matin à de nombreuses arrestations dans les quartiers contestataires de Bujumbura.

"ESCALADE TRES INQUIETANTE" • Le gouvernement "n'a pas décrété l'état d'urgence", a fait savoir le chef de la communication présidentielle, Willy Nyamitwe. L'envoyé spécial américain pour les Grands lacs, Thomas Perriello, s'est dit "alarmé par la violence à Bujumbura aujourd'hui"

appelant à un "cessez-le-feu urgent et au retour au calme", alors que les ambassades des Etats-Unis, de Belgique, de France et des Pays-Bas ainsi que l'ONU ont appelé hier leurs ressortissants et employés à ne pas quitter leur domicile.

"C'est une escalade très inquiétante car il s'agit de véritables opérations militaires ou paramilitaires qui se déroulent dans la capitale", a expliqué un diplomate européen. Plusieurs compagnies aériennes, dont Kenya Airways, Ethiopian Airlines et RwandAir ont annulé leurs vols d'hier vers Bujumbura. Le Burundi a plongé dans une grave crise émaillée de

violences depuis l'annonce fin avril de la candidature du président Nkurunziza à un troisième mandat, que l'opposition, la société civile et une partie de son camp estiment contraire à la Constitution et à l'Accord d'Arusha ayant permis la fin de la guerre civile (1993-2006). L'échec du coup d'Etat militaire à la mi-mai puis la brutale mise au pas des quartiers contestataires à la mi-juin, après six semaines de manifestations quasi-quotidiennes à Bujumbura, et la réélection à la mi-juillet du président Nkurunziza lors d'un scrutin controversé, n'ont pas empêché les violences de s'intensifier.

Centrafrique/Référendum de ce dimanche Les derniers préparatifs

AFP

Bangui/Centrafrique

Ils n'en révèlent pas un énorme casse-tête logistique.

SOUS un grand préau en bois de Bangui, des dizaines de travailleurs journaliers découpent et rangent les cartes électorales : 48h00 avant le référendum constitutionnel de dimanche, et à 15 jours de la présidentielle en Centrafrique, il reste encore beaucoup à faire pour que tout soit prêt. Ces scrutins doivent permettre le retour à l'ordre constitutionnel dans le pays, deux ans après les massacres intercommunautaires qui ont précipité la Centrafrique dans le chaos. Près de deux millions de cartes d'électeurs éditées en France sont arrivées mercredi à Bangui, pour être distribuées dans tout le territoire centrafricain : à temps pour le premier tour des élections législatives et

présidentielle prévues le 27 décembre, mais trop tard pour le référendum sur l'approbation de la nouvelle constitution. L'Autorité nationale des élections (ANE) - soutenue à bout de bras par la mission de l'Onu en Centrafrique (Minusca) - a donc décidé d'autoriser les Centrafricains à se présenter dans les quelques 5 600 bureaux de vote avec leur récépissé d'enregistrement sur les listes électorales. Organiser un tel scrutin en Centrafrique, ruinée après trois années de violences durant lesquelles la plupart des documents d'état civil ont été détruits, et où l'autorité de l'Etat a disparu de régions entières est un véritable casse-tête. Exemple, pour acheminer les bulletins de vote ("OUI/NON") à l'intérieur du pays : des convois routiers partent tous les jours de Bangui vers les localités les plus accessibles (Sibut, Mbaiki, Damara...) sous escorte de l'Onu, en raison de l'insécurité persistante. Ailleurs, les kits électoraux

arrivent par avion - les derniers vols étant prévus ce samedi, veille du scrutin - au siège de chaque préfecture, où un autre voyage commence. Car le matériel devra ensuite être redéployé en brousse vers des villages souvent isolés, et reliés au reste du pays par des pistes défoncées.

"Tout les moyens dont nous disposons sont mis à contribution", assure le rapporteur général de l'ANE, Julius Nguouade Baba, dont le téléphone n'arrête pas de sonner, tant les retards s'accumulent. "Y compris des motos et vélos offerts récemment par la Chine à l'Etat centrafricain", précise-t-il.

"TOURNER LA PAGE" • Les Centrafricains ont massivement répondu présents à l'approche de ces échéances électorales, avec deux millions d'inscrits sur une population totale de 4,8 millions d'habitants. "Nous voulons tourner la page, c'est pour ça que j'irai voter au référendum et aux élections", affirme Bien-

venu Ngotto, un jeune commerçant, tout en reconnaissant ne pas "vraiment savoir" ce que dit cette fameuse constitution. Depuis des semaines, les rumeurs les plus folles circulent d'ailleurs sur les dispositions du texte, imprimé à seulement 15 000 exemplaires. Ainsi, la légalisation du mariage homosexuel (fausse) a beaucoup alimenté les conversations dans les maquis (cafés) de la capitale, bien que les principales innovations de la nouvelle loi fondamentale concernent surtout le nombre maximum de mandats présidentiels (2), la lutte contre la corruption, l'éviction des groupes armés du processus politique et la création d'une Haute Cour de Justice. Sous l'impulsion du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), quelques caravanes de sensibilisation sillonnent les quartiers où des jeunes gens utilisent mégaphones et affiches pour expliquer les enjeux du vote. Mais l'insécurité -

tirs et barricades - à Bangui ces dernières 48h00, et les intimidations de certains groupes armés en province, les obligent à se faire discrets et à privilégier le porte-à-porte. Au PK5, dernière enclave musulmane de Bangui où les habitants vivent retranchés, les responsables ont profité d'un tournoi de boxe amateur "pour la paix" jeudi soir pour arborer des tee-shirt imprimés d'un grand "OUI" au référendum. Hormis le parti de l'ex-président François Bozizé - exclu de la course à la présidentielle -, certains chefs de milices anti-balaka et de l'ex-rébellion Séléka, la plupart des partis politiques ont appelé à approuver la constitution. « L'enjeu n'est pas énorme, les gens voteront sûrement "OUI" », estime Hilaire, cadre au ministère des Transports. Tout en demandant d'un ton sarcastique : « Mais si c'est le "NON" qui l'emporte, on va faire comment pour les élections ? »

L'Afrique en bref

• **Burkina Faso/Elections. Kafando : "mission accomplie"**

Le président Michel Kafando, qui a dirigé le Burkina Faso lors de la transition issue de la chute du président Blaise Compaoré, a estimé jeudi que la "mission" avait été "accomplie". Il cèdera le pouvoir dans quelques jours à Roch Marc Christian Kaboré, élu président dès le premier tour lors de la présidentielle du 29 novembre.

• **Cameroun/Attentat. Sept morts dans l'Extrême-Nord**

Au moins sept civils ont été tués hier matin dans un attentat-suicide à Kolofata, localité de l'Extrême-Nord du Cameroun où Boko Haram est très actif. C'est la deuxième fois en quelques mois que cette localité est visée par un attentat kamikaze.

• **Nigeria/Violences. 14 morts lors d'une attaque de Boko Haram**

Quatorze personnes ont été tuées, certaines décapitées, dans un raid attribué au groupe islamiste Boko Haram sur un village qui a été entièrement détruit dans le nord-est du Nigeria, ont témoigné un habitant et un garde civil hier.

• **Rwanda/Référendum. Tout sera prêt le 18 décembre**

La Commission électorale rwandaise a assuré jeudi que tout serait prêt pour le référendum du 18 décembre devant entériner une révision de la Constitution qui permettra au président Paul Kagame de se représenter en 2017 et de potentiellement diriger le pays jusqu'en 2034.

A travers le monde

• **Afghanistan/Conflit. Les talibans attaquent l'ambassade d'Espagne**



Photo - AFP

Une attaque talibane était en cours hier soir contre l'ambassade d'Espagne à Kaboul, ont indiqué des responsables afghans, après la violente explosion d'une voiture piégée dans le quartier diplomatique de la capitale afghane.

• **Belgique-France/Attentats. Détention prolongée pour deux inculpés belges**

La justice belge a prolongé hier pour un mois la détention provisoire d'Ali Oulkadi et d'Abdeilah Chouaa, deux hommes inculpés dans le volet belge de l'enquête sur les attentats du 13 novembre à Paris, a indiqué le parquet fédéral belge.

• **Proche-Orient/Violences. Trois Palestiniens tués**

Les Territoires palestiniens ont connu hier une nouvelle journée de violences et de manifestations au cours desquelles trois Palestiniens ont été tués, deux dans des heurts avec les soldats israéliens, l'autre dans une tentative d'attentat à la voiture-bélier.